

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**IDFM : VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION OBLIGATOIRE (ACOMPTE), DES SUBVENTIONS
TARIFICATION SOCIALE ET IMAGINE R POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	7
Annexe 1: fiche projet TST	8
Annexe 2 : Fiche projet Imagine R	11

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport vous propose d'attribuer à Île-de-France Mobilités pour 2023 un acompte de la contribution statutaire et obligatoire et deux subventions : la première pour le financement des déplacements des personnes les plus modestes et la seconde pour le financement des déplacements des jeunes.

1. Attribution de la contribution obligatoire : premier versement pour 2023

En 2023, les conséquences de la crise sanitaire, avec un niveau de fréquentation des transports en commun qui n'est toujours pas revenu à son niveau d'avant crise, continuent de peser sur les finances d'Île-de-France Mobilités.

Parmi les sources de financement complémentaires envisagées par Île-de-France Mobilités, figuraient la hausse du versement mobilité sur certains territoires ou encore la baisse du taux de TVA sur les transports en commun. Ces nouvelles pistes de financement supposaient une évolution législative à laquelle le gouvernement s'est opposé. L'Etat a finalement annoncé début décembre qu'il attribuerait une subvention de 200 M€ à Île-de-France Mobilités en 2023.

La réponse de l'Etat est bienvenue mais elle reste ponctuelle et partielle. Ponctuelle car elle ne résout pas sur la durée les besoins de financement des nouvelles lignes et des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) qui s'élèvent à 1,2 Mds€ et pour lesquels Édouard Philippe s'était engagé à attribuer à Île-de-France Mobilités des ressources fiscales pérennes. Partielle car si elle permet de financer pour 2023 toutes les dépenses imposées par l'État à Île-de-France Mobilités – Pré-exploitation du Grand Paris Express, d'EOLE, des JOP – elle ne permettra pas de limiter autant que souhaité la hausse du Navigo.

Dans ce contexte, la hausse des contributions publiques versées par les collectivités membres fait partie des leviers qu'Île-de-France Mobilités peut mobiliser.

La participation régionale aux charges d'exploitation des services de transports publics franciliens résulte de l'article R1241-46 du code des transports. Il dispose que les charges d'exploitation sont réparties entre la Région et les collectivités territoriales membres, la Région s'acquittant de 51% du montant des contributions publiques.

Pour 2023, la Région et les autres collectivités membres ont décidé d'augmenter leurs contributions de **+7,5%**, portant le montant de la contribution publique régionale à **730,734 millions d'euros** conformément aux crédits ouverts au Budget Primitif 2023 sur l'action « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens ».

Il vous est donc proposé d'attribuer une première partie de la contribution statutaire et obligatoire à Île-de-France Mobilités pour 2023 ayant vocation à couvrir les sept premiers mois de l'année et d'affecter une autorisation d'engagement correspondante pour un montant de **426 261 661 €**.

2. Attribution des subventions relatives au financement des déplacements des personnes les plus modestes et au financement des déplacements des jeunes

La Région reste également pleinement mobilisée pour soutenir les déplacements des jeunes et des personnes les plus modestes. Il vous est ainsi proposé d'attribuer à Île-de-France Mobilités pour l'année 2023 la subvention relative au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Île-de-France pour un montant de 72,44 millions d'euros et la subvention relative au financement des déplacements des jeunes (Imagine R) pour un montant de 23,9 millions d'euros.

Ces montants ont été fixés dans les conventions entre la Région et Île-de-France Mobilités, approuvées en janvier 2018 et prorogées.

Conformément aux deux derniers avenants passés en 2022, ces deux subventions feront l'objet d'une évaluation depuis le début de leur mise en œuvre qui sera réalisée avant le 1er juillet 2023 en vue de définir les bases de la convention pour la période suivante.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

IDFM : VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION OBLIGATOIRE (ACOMPTE), DES SUBVENTIONS TARIFICATION SOCIALE ET IMAGINE R POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16-12 et R.1241-1 à R. 1241-66 ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU le décret n° 2020-1007 du 6 août 2020 relatif à Île-de-France Mobilités ;

VU la délibération n° CP 2018-007 du 24 janvier 2018 relative aux conventions entre la Région Île-de-France et Île-de-France Mobilités pour les années 2018, 2019 et 2020 pour la tarification solidarité transports et Imagine R ;

VU la délibération n° CP 2020-335 du 23 septembre 2020 relative aux subventions régionales pour Île-de-France Mobilités ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-240 du 19 novembre 2021 relative au financement du PAM, de la tarification sociale et d'Imagine R ;

VU la délibération n° CP 2022-369 du 10 novembre 2022 relative au financement régional de la tarification sociale et d'Imagine R pour 2023 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2023 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-012 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter à Île-de-France Mobilités une autorisation d'engagement de 426 261 661 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 820 « Services communs », programme HP 820-004 « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », action 18200401 « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », du budget 2023.

Article 2 :

Décide d'attribuer à Île-de-France Mobilités au titre de la participation régionale en 2023 au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Île-de-France, une subvention forfaitaire d'un montant de 72 440 000€.

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit 72 440 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 820 « Services communs », programme HP 820-005 « Actions spécifiques en matière de tarification », action 18200502 « Aide au transport des personnes les plus modestes », du budget 2023.

Article 3 :

Décide d'attribuer à Île-de-France Mobilités au titre de la participation régionale en 2023 au financement de la carte Imagine R, une subvention forfaitaire d'un montant de 23 900 000 €.

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit 23 900 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 820 « Services communs », programme HP 820-005 « Actions spécifiques en matière de tarification », action 18200501 « Carte Imagine R », du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1: fiche projet TST

DOSSIER N° 22008739 - Action régionale d'aide au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Île-de-France pour 2023

Dispositif : Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes (n° 00000294)

Délibération Cadre : CP2018-007 du 24/01/2018

Imputation budgétaire : 938-820-657381-182005-200

Action : 18200502- Aide aux transports des personnes les plus modestes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	72 440 000,00 € HT	100,00 %	72 440 000,00 €
	Montant total de la subvention		72 440 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ILE-DE-FRANCE MOBILITES
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FINANCEMENT PAR LA RÉGION DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES EN ÎLE-DE-FRANCE

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

« La tarification Solidarité Transport inclut la gratuité Solidarité Transport et la réduction Solidarité Transport.

* Gratuité Solidarité Transport.

La gratuité est ouverte aux :

- allocataires du RSA, sous conditions de ressources fixées par Île-de-France - Mobilités ainsi qu'aux membres de leur foyer,
- personnes bénéficiaires à la fois de l'ASS et d'une protection complémentaire en matière de santé (Complémentaire Santé Solidaire, CSS) sans participation financière conformément à l'article L.861-1 du code de la sécurité sociale
- anciens combattants et victimes de guerre porteurs d'une carte ONAC (à double barre rouge ou double barre bleue).
- anciens combattants et victimes de guerre porteurs d'une carte ONAC (à simple barre rouge).
- accompagnants d'une personne détentrice d'une carte d'invalidité (CI) ou d'une Carte Mobilité Inclusion (CMI) avec la mention « Invalidité » et sur-mention « Besoin d'accompagnement » ou « Cécité ».

Les bénéficiaires de la gratuité peuvent, pendant la période de validité accordée, charger le forfait Navigo Gratuité sur un passe Navigo.

Le forfait Navigo Gratuité permet de voyager en Île-de-France sur les mêmes réseaux de transport qu'un forfait Navigo toutes zones.

* Réduction Solidarité Transport.

La Réduction Solidarité Transport est ouverte aux personnes :

- bénéficiaires de la CSS ainsi qu'aux membres de leur foyer,
- aux allocataires de l'ASS non bénéficiaires de la CSS ;
- Bénéficiaires de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)

La Réduction Solidarité Transport :

o permet de bénéficier du demi-tarif pour l'achat de tickets t+ extraits d'un carnet et/ou de billets « origine-destination » à l'unité ou en carnet ;

o donne le droit de circuler avec un forfait Navigo Solidarité ou Réduction, semaine ou mois, vendu avec 75% ou 50% de réduction par rapport au forfait Navigo de même zonage et même durée.

Les droits à réduction et les forfaits Navigo Solidarité sont délivrés sur passe Navigo.

La Réduction Solidarité 75 % et la Réduction 50 % permettent aussi à leurs bénéficiaires de souscrire au contrat Navigo Liberté +, avec un profil tarif réduit.

La contribution financière apportée par la Région vise à couvrir les coûts supplémentaires découlant des mesures du dispositif qui vont au-delà des principes définis par la loi SRU du 13/12/2000 (extension du taux de réduction de 50 % à 75 % pour les forfaits Navigo Solidarité), ainsi qu'une partie des coûts de gestion.

La mesure de gratuité destinée aux jeunes inscrits dans un dispositif d'insertion fait l'objet d'un mode de financement spécifique et n'est pas prise en charge au titre de la présente subvention.

La mesure de réduction de 50% destinée aux jeunes ayant signé un contrat d'engagement avec l'Agence du Service Civique n'est pas prise en charge au titre de la présente subvention.

Pour déterminer le poids économique des mesures au financement desquelles la subvention de la Région a vocation à contribuer, il est tenu compte du fait que la mise en place de ces mesures est allée de pair avec la cessation de l'attribution de chèques mobilité aux allocataires de l'ASS et a donc représenté une certaine économie. »

Détail du calcul de la subvention :

La convention porte la contribution de la Région en 2023 à hauteur de 72 440 000 €.

Les droits à réduction et les forfaits Navigo Solidarité sont délivrés sur la carte Navigo.

La contribution financière apportée par la Région vise à couvrir les coûts supplémentaires découlant des mesures du dispositif qui vont au-delà des principes définis par la loi SRU du 13/12/2000 (extension du taux de réduction de 50 % à 75 % pour les forfaits Navigo Solidarité), ainsi qu'une partie des coûts de gestion.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Annexe 2 : Fiche projet Imagine R

DOSSIER N° 22008738 - Financement des déplacements des jeunes en transport en commun pour 2023

Dispositif : Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R (n° 00000291)

Délibération Cadre : CP2018-007 du 24/01/2018

Imputation budgétaire : 938-820-657381-182005-200

Action : 18200501- Carte Imagine R

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 € HT	100,00 %	23 900 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 900 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ILE-DE-FRANCE MOBILITES

Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local

Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide régionale en faveur des jeunes pour l'utilisation des transports en commun.

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Île-de-France Mobilités a créé en juin 1998 les abonnements annuels appelés Imagine R Scolaire et Imagine R Etudiant destinés aux jeunes Franciliens de moins de 26 ans scolarisés. Les conditions générales d'abonnement sont sous la responsabilité d'Île-de-France Mobilités. La vocation des abonnements Imagine R, grâce à un titre de transport peu coûteux et d'usage simple, est d'inciter les jeunes voyageurs à utiliser régulièrement les transports collectifs aussi bien pour leurs déplacements obligés résidence - lieu de formation que pour leurs déplacements de loisirs.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention de la Région vise plus précisément à contribuer au financement des coûts découlant du transfert de la clientèle des étudiants de l'abonnement Navigo vers l'abonnement Imagine R.

La subvention de la Région pour 2023 est de 23,9 Millions €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.